

bien constatées du moment, on a cessé d'avoir confiance et on n'espère plus rien de l'Empereur. Beaucoup de gens vont beaucoup plus loin et je parle de gens de la haute société, presque du palais; ils déclarent hautement que le Gouvernement actuel a fait acte d'impuissance, qu'il ne pourra jamais relever le pays de l'abîme où il se trouve et que l'Empereur doit abdiquer. Ces personnes sont prêtes à ajouter que la France doit administrer le Mexique pour son compte et à l'aide de ses agents. Et ces propos-là, mon général, ne se tiennent pas à Mexico seulement, mais dans presque tout l'Empire. Ce n'est pas l'écho d'un faible parti, mais le cri de la grande masse. Je ne veux pas tirer de ce fait une conséquence exagérée mais seulement vous faire remarquer ce que l'Empereur a perdu dans l'opinion publique...

« J'ai hésité, mon général, à vous donner de telles appréciations et je m'en serais abstenu, si elles m'avaient été seulement personnelles, mais elles sont celles d'une si grande masse que j'ai cru devoir vous en rendre compte à l'égard de tous les autres renseignements que j'ai pris à cœur de vous fournir sur les affaires mexicaines. »

L'officier, en écrivant ces impressions, savait parfaitement qu'elles seraient mises sous les yeux attentifs de Napoléon III.

Je puis donc, en terminant l'exposé des souvenirs de cette première période du règne de Maximilien, déclarer qu'au 31 décembre de l'année 1865, l'Empire était condamné dans tous les esprits et même dans celui du malheureux Empereur! Nous le sentions tous au quartier général.

(19 avril 1906.)

### CHAPITRE III

#### GRAVES INCIDENTS

Du 1<sup>er</sup> Janvier 1866 à fin de Mars

---

Année 1866, sombre jour de l'an. — Retour de l'Impératrice. — La Peralta. — Les souverains à Cuernavaca. — Incident de Bagdad. — Monstrueuse violation du droit des gens à la frontière américaine. — Protestations énergiques. — Demi-mesures de recul du gouvernement américain. — Mort du roi Léopold. — Incident relatif au colonel Dupin — Attitude imprudente et fâcheuse de Maximilien. — Lettres du maréchal Bazaine. — Récriminations du général Douay. — Nouvelle apparition spontanée de Salar; ses projets.

L'aurore de la troisième année du règne apparut toute pâle dans un ciel sombre. Les cérémonies officielles du jour de l'an ne furent rayonnantes que de l'éclat des uniformes qu'exhibaient les visites obligatoires; mais les visages ne rayonnèrent ni de joie ni d'espérance. Les pensées restaient sous l'impression pénible des angoisses de la veille et appréhendaient les tristesses probables du lendemain.

Il n'y eut pas dans la capitale de grands raouts officiels, de fêtes de gala, mais seulement des réunions privées, plutôt intimes dans nos familles militaires où, la gaieté gauloise reprenant son droit national, on but du vin français en pensant à la France. Et pourtant ce ne pouvait être avec l'espoir de la revoir bientôt, car, en présence des orages qui menaçaient au loin d'éclater un jour, nous pouvions tous prévoir que de grandes épreuves nous attendaient encore.

Le Gouvernement, le monde politique se maintinrent offi-

ciellement mornes et silencieux; pas de pompes, pas de manifestations oratoires; partout une atonie qui impressionna, car le chef de l'Etat manquait. Par une conséquence fâcheuse du voyage de l'Impératrice au Yucatan et de la déplorable décision prise à son retour par les Souverains d'aller s'isoler à Cuernavaca au lieu de rentrer dans leur palais de Mexico, où les attendait une réception officielle, Leurs Majestés passèrent le jour de l'an sur la grande route. Quelle fut donc la cause de ce coup d'Etat en miniature?

Par un hasard étrange, pendant le voyage de retour de la Souveraine, débarquait à Vera-Cruz une enfant du Mexique, devenue, en Europe, une cantatrice de talent, qui revenait de Milan, où elle était chanteuse au théâtre royal de la Scala. C'était une étoile, l'unique même du firmament artistique mexicain, qui venait savourer les applaudissements de ses compatriotes et, sans doute aussi, récolter leurs piastres ou mieux encore leurs onces d'or. La *Peralta* était précédée par une renommée de talent, de charmes et de beauté qui avait conquis toutes les sympathies enthousiastes de ses compatriotes prêts à lui faire une réception magnifique pour laquelle on prenait des dispositions absolument insensées : fleurs, guirlandes, artifices, pavoisement des maisons, cortège avec la municipalité, presque une entrée triomphale. Or, toutes ces dispositions coïncidaient avec le retour de l'Impératrice dont le carrosse suivait à un ou deux jours de marche la diligence qui portait la *Peralta*.

Sa Majesté, informée de ce qui se passait, fut outrée des manifestations que les habitants de sa capitale préparaient à une chanteuse et dont l'importance égalait sans doute celle qu'elle attendait pour elle-même. Profondément froissée dans son orgueil, elle déclara à l'Empereur, accouru à sa rencontre, à une étape de Mexico, qu'elle ne voulait pas entrer en ville mais se rendre à Cuernavaca. Décision bien grave pour un prétexte aussi futile, mais, hélas ! bien féminin.

En tout cas, maladresse et mauvais augure, qui firent im-

pression à Mexico. On ne comprit pas, en effet, que l'Empereur et l'Impératrice, qui, cependant, aimaient tant les pompes de la cour, parussent s'éloigner de la population de leur capitale, au lieu de rechercher cette occasion pour resserrer, par les expansions des fêtes de la nouvelle année, les liens qui devaient les unir.

C'était bien un fâcheux augure, car l'année devait être néfaste et l'Empire entraînait dans une ère nouvelle que l'histoire devait appeler l'ère de la décadence.

Dès les premiers jours, des événements graves se produisaient déjà. Les Américains se décidaient à soulever le masque qui jusqu'alors « sauvait la face », et c'est à peine si, même, ils dissimulaient leur pavillon qu'ils lançaient, tout au moins moralement, sur le territoire mexicain. Ce fut l'importante affaire de Bagdad.

Bagdad, petit port et comptoir commercial mexicain, est située à l'embouchure du Rio del Norte, dans le golfe du Mexique. Un détachement de troupes impériales de 150 hommes y tenait garnison et l'*Antonia*, petit vapeur mexicain dont j'ai déjà parlé, à propos d'incidents de frontière, s'y trouvait amarré. Le port n'est qu'à une dizaine de lieues de Matamoros par terre, mais à vingt lieues par les méandres du fleuve. La corvette à vapeur française *Tisiphone* était en station, mouillée en dehors de la barre.

Le 5 janvier, avant le jour, les habitants sont éveillés par des clameurs sauvages retentissant de tous côtés. C'est une avalanche de Nègres armés qui font irruption dans toutes les rues; ils sont conduits par des officiers américains et, après avoir envahi la prison où ils enlèvent un compatriote, ils se ruent sur les habitations pour saccager, piller et massacrer. Devant cette invasion, que fait la garnison impériale? Conformément à un usage très en faveur chez les Mexicains, les 150 hommes se joignent à l'ennemi et font cause commune avec lui, ainsi que tous les Libéraux de la population. En outre, une bande mexicaine juariste, qui se trouvait dans les environs et était évidemment au courant de ce qui allait

se passer, arrive à son tour pour prendre part au pillage.

A ce moment, il y avait fortuitement à Bagdad une trentaine de matelots de la *Tisiphone* qui, débarqués de la veille, et n'ayant pu, en raison du mauvais temps, regagner leur bord, avaient dû coucher à terre. Surpris par l'événement, nos marins français courent au port et montent à bord de l'*Antonia*. Ce petit bâtiment, qui portait pavillon mexicain et pavillon français, allume aussitôt ses feux et démarre au plus vite pour gagner Matamoros. La ville mexicaine est, dès lors, la proie inerte des troupes américaines qui se livrent aux plus abominables excès sous les yeux bienveillants et complices de leurs officiers.

Il importe tellement, en raison de la gravité de cet événement, qu'on l'envisage sous son vrai jour et dans ses détails, pour le juger avec la sévérité qu'il mérite, que je fais appel au rapport officiel du Maréchal présentant l'exposé des comptes rendus exacts qui lui ont été faits par tous les témoins du drame et qu'il a dû attendre assez longtemps, les communications étant devenues fort difficiles. Aussi, ce n'est que dans son rapport du 28 janvier qu'il peut faire un historique complet et formuler des appréciations exactes.

« Il ressort de la lecture de différents rapports qui m'ont été adressés, que Bagdad n'a pas été envahi par les bandes mexicaines sous les ordres de Cortina (1) mais bien par des nègres plus ou moins licenciés de l'armée américaine, qui furent assistés dans cette entreprise par leurs propres officiers.

« Lorsque l'affaire eut été lancée par les hordes indisciplinées et que, grâce à la surprise de la garnison, qui ne pouvait s'attendre à une trahison semblable, bien des individus qui ne s'en seraient pas mêlés, ont voulu avoir leur part, et le pillage est devenu général.

« Le général Wetzels (2), ayant le désir d'arrêter ces scè-

(1) Général juariste.

(2) Général américain.

nes barbares de vol, de massacre et de viol, ou voulant profiter peut-être de ce prétexte pour mettre le pied sur le territoire mexicain, fit partir pour Bagdad un détachement de 300 hommes, sous les ordres de leurs officiers. Cette troupe, aussi indisciplinée que celle qu'elle devait mettre à la raison, ne put résister à la contagion, et les officiers eux-mêmes donnèrent l'exemple du vol, comme le constatent les pièces que j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence, savoir : 1° Rapport de M. Legrand, habitant Bagdad ; 2° Interrogatoire de trois individus échappés de Bagdad et recueillis par la *Tisiphone*.

« La ville de Bagdad a été complètement démenagée de la rive mexicaine sur la rive américaine. La *Tisiphone*, empêchée par la barre et le mauvais temps de s'approcher de terre, ne put que constater le délit. Le commandant de ce bâtiment essaya de s'opposer au pillage en faisant armer un canot en guerre et lui donnant l'ordre de s'approcher de la plage. Ce mouvement fit démasquer une batterie que, d'après le rapport du commandant de la *Tisiphone*, on disait armée de canons venus de la rive américaine; le feu de cette batterie et celui d'une autre construite plus au Nord que la première, fut éteint par le tir combiné de la corvette et de ses embarcations.

« L'*Antonia* se trouvait amarrée au môle de Bagdad au moment de la surprise; elle eut heureusement le temps d'obtenir la pression de vapeur qui lui était nécessaire pour s'éloigner. Le détachement de 28 marins français, que le mauvais temps avait empêché de rejoindre la *Tisiphone*, se trouvait à bord de l'*Antonia*. Le rapport du maître canonier La Guippe rend compte de la lutte soutenue par ce bâtiment avant de s'éloigner de la rive et constate que l'ennemi qui les attaquait comprenait des soldats des Etats-Unis commandés par des officiers en bourgeois, portant autour de leur chapeau un ruban blanc sur lequel était écrit le nom de « Cortina ». Cependant, d'après tous les renseignements qui me sont parvenus, Cortina n'aurait paru à Bagdad que

dans la matinée de la prise, alors que tout était déjà fait.

« Si, au point de vue de l'exécution, la responsabilité des faits incombe peu à Cortina, il n'en est pas de même des autorités impériales. Je n'ai pas besoin d'appeler l'attention de Votre Excellence sur le fait constaté par les rapports que je lui envoie de la trahison des autorités mexicaines de Bagdad (police, capitaine de port, etc.), dont toutes étaient d'anciens agents de Cortina.

« Le général Crawford et le colonel Reid, dont j'ai déjà envoyé à Votre Excellence les affiches de recrutement, ont joué, avec un certain nombre d'officiers de l'armée des Etats-Unis, le premier rôle dans cette déshonorante affaire. La pièce n° 5 représente un passeport délivré par un des officiers des Etats-Unis et constate qu'il agit au nom de son quartier général. »

A la suite de ces faits inqualifiables, des protestations écrites furent adressées aux autorités américaines, d'abord par le commandant du *Tartare*, croiseur français, qui se trouva remplacer la *Tisiphone* au moment des événements, puis par le général Mejia, commandant à Matamoros, et enfin par le Maréchal, lorsqu'il connut, à Mexico, l'exacte et complète vérité sur les faits.

La protestation que le gouverneur de Matamoros adressa aussitôt au général Shéridan fut des plus dignes et des plus énergiques; elle réclamait l'évacuation immédiate du territoire mexicain par ses troupes. Celle du Maréchal fut inspirée par les sentiments les plus élevés; maintenant très haut la dignité de son drapeau et l'honneur de ses armes, elle laissait énergiquement prévoir l'opportunité des représailles les plus vigoureuses si venait à se reproduire une pareille violation de neutralité, inadmissible entre des nations civilisées et respectueuses du droit des gens. Cette protestation demandant, elle aussi, l'évacuation immédiate du territoire mexicain par les troupes américaines, fut portée de Vera-Cruz à Brazos (port américain voisin de Bagdad) par un croiseur français qui avait l'ordre d'attendre la réponse.

Mais, entre temps, la manifestation du général Mejia avait déjà obtenu satisfaction. Le général Shéridan avait désapprouvé les actes accomplis et blâmé la violation commise. Il avait rappelé ses troupes de Bagdad et changé le commandant des troupes de Brunswill; il eut enfin la sagesse prudente de faire éloigner de la frontière les troupes américaines afin d'éviter, à l'avenir, toutes chances de conflit.

Lorsque le croiseur français, porteur du message du Maréchal, arriva à l'embouchure du Rio del Norte, le pavillon mexicain avait reparu sur Bagdad. Dans ces conditions et ainsi qu'il en avait reçu l'ordre dans ce cas, son commandant ne remit pas la protestation du Maréchal au général américain. C'était préférable puisque celui-ci avait déjà donné satisfaction à celle du général mexicain Mejia.

Le général Wetzel s'excusa de l'affaire de Bagdad sous le puéril et ridicule prétexte qu'il avait été appelé par le général juariste Escobedo. C'était une singulière façon d'entendre le droit des gens, d'autant que son cas était beaucoup plus complexe.

En effet, ce Wetzel, qui était un général peu ordinaire, avait déjà combiné avec les chefs juaristes, avec qui, du reste, il s'entendait fort bien, une ingénieuse opération de guerre qui devait être la conséquence de l'affaire de Bagdad. Il était convenu que si, selon toute probabilité, le général Mejia envoyait une partie des troupes défendant Matamoros au secours de Bagdad, on se jetterait sur la forteresse dégarnie d'une portion de sa garnison et on l'enlèverait de vive force. En effet, au moment de l'attaque, son armée était déployée en face de Matamoros, sur la rive opposée du fleuve, des ponts étaient préparés pour le franchir aussitôt que les troupes juaristes attaqueraient par terre. Mais le rusé Mejia se méfiait; il se tint prêt, éleva en hâte des retranchements sur le bord du fleuve, déploya toutes ses troupes en face des Américains et fit prendre vaillamment les armes à la population. En présence de ces énergiques dis-

positions, l'héroïque Wetzel n'osa pas tenter son coup de fibustier.

Du reste, ce général s'était déjà révélé un voisin insupportable qui avait la manie de se mêler de ce qui ne le regardait pas, car, deux jours avant, il s'était embarqué dans une autre affaire avec un sans-gêne et une inconscience surprenants, faisant naître un incident qui aurait pu amener les plus graves complications. Le 1<sup>er</sup> janvier, il avait écrit officiellement au général Mejia une lettre portée par un aide de camp, pour le prier de ne pas faire fusiller des prisonniers juaristes, conformément au décret impérial du 3 octobre, comme rebelles. Le général mexicain répondit que les coupables dépendaient déjà de la cour martiale et que leur sort résulterait du jugement de ce tribunal. Belle réponse à une demande ridicule et incompétente. Cependant, l'incroyable général Wetzel ne comprit pas, et, le lendemain, il envoya une lettre comminatoire de protestation, déclarant que ces prisonniers devaient être considérés comme belligérants. Mejia ne répondit pas, fit continuer l'instance en cour martiale et avisa le Maréchal de l'incident. Celui-ci soumit le cas à l'Empereur du Mexique, qui décida de faire exécuter la sentence, quelle qu'elle fût. Cette réponse, qui s'imposait, fut portée d'urgence à Matamoros par le vapeur *Sonora*. Puis, afin d'éviter le retour de pareilles difficultés inqualifiables, Maximilien ordonna de ne plus faire siéger de cours martiales sur la frontière, de les établir en arrière et d'y faire conduire les justiciables. Quelle situation ! Quel gâchis ! Le général Mejia n'en conserva pas moins la crainte, bien naturelle du reste, de voir les Américains intervenir de force ! Mais, heureusement, la solution obtenue à l'égard de l'affaire de Bagdad les fit tenir tranquilles pour le moment.

Le 23 janvier ils évacuèrent cette ville, qu'ils avaient occupée en territoire étranger contre tous droits et qu'ils avaient mise dans « un état de dévastation impossible à décrire ». (Rapport officiel.)

Deux jours après l'évacuation, le 25 janvier, Bagdad était occupé par un détachement de la légion autrichienne et ce poste, placé sous le commandement du colonel Kodolitch, également autrichien, le même qui fut, plus tard, attaché militaire à l'ambassade d'Autriche auprès de Napoléon III.

Ces événements causèrent naturellement une grande émotion aux Etats-Unis, mais le Gouvernement de Washington montra, en cette circonstance une sage prudence et fit machine en arrière. Renchérissant sur les mesures prises par le général Shéridan, il ordonna que le général Crawford fût mis en jugement et licencia le général Wetzel.

J'ouvre ici une parenthèse historique pour demander si ce Crawford ne serait pas devenu le héros des cent millions de Thérèse H... ? Une partie du magot pourrait bien provenir de Bagdad !

La série des incidents frontière paraissait épuisée, pour un temps tout au moins ; mais ceux-ci n'en constituaient pas moins un sérieux avertissement. A ce propos, il convient de signaler, à d'autres points de vue, la situation grave dans laquelle se trouvait cette partie de la frontière du Nord et surtout la place de Matamoros où commandait si dignement le brave Mejia, qui méritait mieux que l'oubli dans lequel le laissait Maximilien.

Il se produisit alors un incident qui caractérise la coupable incurie du Gouvernement impérial. Le fidèle et énergique serviteur qu'était Mejia était abandonné à deux cents lieues de Mexico, au milieu d'ennemis de toutes couleurs et de difficultés de toutes sortes. Il avait beau réclamer des subsides, on ne lui répondait même pas. Enfin, à bout de ressources pour soutenir ses troupes, il profita du retour du croiseur français *Lutin*, envoyé à Brunswil, pour écrire au Maréchal, lui exposer ses doléances et le supplier de faire payer ses soldats, sans solde, dénués de tout et qui, las de supporter misères et privations, seront entraînés à désertter. C'est ainsi qu'étaient traitées les troupes chargées de garder

le principal rempart de l'Empire ! Le Maréchal fit aussitôt auprès de Maximilien les démarches les plus pressantes, afin qu'on envoyât à Matamoros les fonds indispensables pour sauver la situation ; il s'engagea même, afin de donner plus promptement et plus sûrement satisfaction à des nécessités si urgentes, à faire porter les subsides par un navire de guerre français. Pour toute réponse, il reçut un *non possumus*. Le trésor était vide ; du moins, on le disait. Il n'y avait pas à hésiter, il fallait donner de l'argent ou perdre Matamoros, notre unique point d'appui frontière. Le Maréchal dut se résoudre à faire encore une avance de fonds par le trésor français dont on extraya encore, plus ou moins régulièrement, trois cent mille francs qu'on envoya immédiatement.

Le Maréchal pouvait-il faire autrement ? Pourtant on lui a reproché d'avoir fourni des fonds au Gouvernement mexicain, alors qu'on ne devait plus le faire. D'autre part, on lui adresse sans cesse le reproche, contradictoire du premier, de n'avoir pas soutenu suffisamment Maximilien. Toutes ces critiques sont vraiment bien injustifiées et injustes !

Pendant que tous ces événements si graves se produisaient à la frontière, le couple impérial savourait, chacun à sa façon, les délices du séjour charmant de Cuernavaca ; mais soudain, un coup du destin vint les rappeler aux réalités les plus graves. Le Roi des Belges, Léopold, père de l'Impératrice Charlotte, venait de mourir. Les Souverains, profondément affectés, rentrèrent aussitôt à Mexico, où la nouvelle avait produit une grande impression, car elle fut considérée comme un lugubre présage.

Quelques jours après — c'était le soir du 15 janvier — Leurs Majestés, en deuil, reçurent solennellement les condoléances officielles du corps diplomatique et des hauts fonctionnaires civils et militaires, groupés dans la grande salle de gala du palais. L'Empereur, placé sur le trône, ainsi que l'Impératrice, écouta le discours de M. Ramirez, premier ministre, et lui répondit en un langage froid et so-

lennel ; il expédia rapidement, à l'adresse du défunt, son royal beau-père, une oraison funèbre sommaire, aride et dépourvue de la note sentimentale que comportaient les circonstances ambiantes et son rôle personnel dans le deuil ; il s'abandonna complaisamment à un long et peu modeste panégyrique de sa personne et de son impériale épouse, se couvrant de fleurs et de lauriers, faisant parfois aussi, d'un ton doctoral et pédantesque, l'exposé de ses idées gouvernementales et sociales, décochant même avec maladresse un trait déplacé aux critiques et aux observations dont plusieurs de ses actes avaient été l'objet et qu'il qualifiait imprudemment de calomnies, ce qui fit généralement, dans la haute assistance, une assez fâcheuse impression. Il termina enfin par une rodomontade que condamnaient son manque de fermeté, la versatilité de son esprit, la faiblesse et l'indécision de son caractère : « Fort de l'appui de ma conscience et de la rectitude de mes intentions, je contemple l'avenir avec tranquillité. Le Mexique a placé son honneur dans mes mains ; qu'il sache bien que dans mes mains son honneur ne sera jamais en péril ! » Son honneur peut-être, mais sa fortune ? Quelle inconscience !

Quant à cette armée française, dont le représentant, entouré de son haut personnel, était présent ; quant à ce Maréchal de France, à ces généraux, à ces hauts personnages français qui lui offraient la sincère expression de leur sympathie et de leur dévouement, il n'eut pour eux ni un geste ni une parole.

Cette réserve impolitique avait produit une impression générale fâcheuse, lorsque celle-ci fut encore aggravée par un incident très caractéristique et sûrement prémédité, qu'après son discours, fit naître l'Empereur lui-même.

Le fait avait une réelle gravité et, pour l'exposer, je cite les termes mêmes dans lesquels le maréchal Bazaine en a rendu compte à son ministre, dans son rapport politique du 17 janvier 1866.

« Je n'ai pas besoin d'appeler l'attention de Votre Excel-

lence sur la réponse faite en cette circonstance par Sa Majesté au discours de son premier ministre. Il y est peu parlé du Roi des Belges, tandis qu'il y est parlé beaucoup politique. L'Empereur a appuyé sur les calomnies dont son gouvernement serait l'objet à l'Etranger, sur son intention de soutenir les démocrates au Mexique et a prononcé tout le discours d'un air très froid et très sévère.

« Le corps diplomatique semblait très étonné que Sa Majesté ait choisi une telle occasion pour faire sa profession de foi, lorsqu'un incident est venu mettre le comble à cet étonnement.

« L'Empereur, descendant de son trône, s'est dirigé vers M. Dano (le ministre de France) et lui a exprimé, dans des termes que je ne puis répéter puisque je ne les ai pas entendus, tout son mécontentement au sujet du retour du colonel Dupin. »

Ici, je dois ouvrir une parenthèse pour expliquer sinon justifier la colère impériale. J'ai déjà fait connaître la personnalité peu banale du colonel Dupin, commandant la contre-guerilla des Terres Chaudes de Tampico qui, pendant trois ans, avait débarrassé ce pays des innombrables bandits de tous poils qui l'infestaient. Il avait rendu les plus grands services mais il s'était fait une réputation de cruauté qui scandaliserait les doux philosophes au cœur tendre qui savourent leurs rêveries philanthropiques sous les ombrages des squares de Paris. Si ces moralistes avaient été rêver, pendant quelques mois de l'année 1863, sous les vierges futaies des territoires de chasse de Dupin, ils auraient, sans doute, changé la note de leurs sympathies pacifistes, et admis, comme nécessaire, le système de moralisation du colonel Dupin.

Il faut reconnaître, il est vrai, que cet homme de fer employait parfois des moyens un peu violents; mais on doit admettre aussi que ces moyens étaient les seuls efficaces. En somme, il commandait une contre-guerilla qui n'avait pas



LE COLONEL DUPIN

affaire à du monde ordinaire et dont les clients ne méritaient presque toujours que les procédés d'un justicier.

Or, dans le courant de 1865, le colonel Dupin était rentré en France, muni d'un congé, pour se reposer du dur métier qu'il avait fait pendant si longtemps dans un climat meurtrier. Il fut remplacé dans son commandement par le lieutenant-colonel de Gallifet, si mes souvenirs sont exacts.

Une fois réconforté, Dupin, toujours passionné pour la vie active mais encore en non-activité dans l'armée française, demanda à l'Empereur Napoléon de le renvoyer au Mexique. Comme ce pays paraissait plus que jamais avoir besoin d'hommes énergiques, le Souverain le remit à la disposition du maréchal Bazaine, sans, naturellement, consulter celui-ci, ni affecter d'emploi au colonel Dupin. Finalement, au commencement de janvier 1866, l'homme terrible débarqua à Vera-Cruz et se rendit à Mexico, ayant repris sa tenue pittoresque et redoutable de Fra Diavolo.

Le Maréchal ne fut pas autrement satisfait de ce retour qu'il n'avait pas demandé; mais, enfin, il accueillit cordialement le colonel Dupin et chercha un nouvel emploi où on utiliserait son énorme valeur et ses infatigables services.

Mais cette apparition avait ému profondément tous les Libéraux, plus ou moins ostensiblement fidèles à Juarez, qui voyaient avec terreur rentrer en scène le bourreau des plus précieux soutiens de leur cause. Ceux qui se trouvaient clandestinement affiliés au Gouvernement impérial, firent entendre des clameurs indignées contre le retour de ce grand destructeur de bandits. Maximilien, qui se laissait toujours monter la tête par les gens qui criaient le plus fort, partagea leur indignation et il eut l'imprudence de la témoigner très maladroitement au Maréchal dans cette communication bi-latérale (demandes et réponses), échangée journalièrement entre lui par son cabinet et le bureau politique du quartier général. Dans ce document, daté du 10 janvier, l'Empereur écrivait sèchement : « Le télégraphe m'apprend, à mon extrême surprise, que le colonel Dupin est revenu.

Je désire connaître quelles sont les raisons qui ont motivé son retour et empêché l'exécution des instructions que je vous avais données à son sujet dans une conférence spéciale à Mexico. » Le Maréchal négligea avec tact l'esprit de cette communication et, sans répondre à la question plus qu'indiscrète et mal fondée que contenait la communication impériale, il fit connaître simplement qu'il avait été surpris du retour du colonel Dupin, mais qu'il ne pouvait donner d'autres explications puisque c'était son Souverain qui l'avait renvoyé à sa disposition et que, pour trancher la question, il le plaçait sous les ordres du général Douay.

Il est inouï que Maximilien ait cru pouvoir demander au Maréchal des explications sur une mesure prise par l'Empereur des Français et lui donner des instructions au sujet du choix des officiers de l'armée française ! En tout cas, quel qu'imprudentes et maladroitement qu'aient été ces prétentions, la réponse du Maréchal était parfaite et d'une correction absolue ; elle donnait satisfaction au fond mais avec tact, négligeait le mauvais esprit qui avait dicté la lettre et était de nature, en valeur absolue, à clore l'incident. Mais, malheureusement, cette lettre n'était pas encore parvenue avant le 15 janvier et l'Empereur n'avait eu ni la patience ni le sang-froid nécessaire pour l'attendre. Le soir, à la réunion officielle de condoléances, Sa Majesté eut la malheureuse inspiration, née d'un ressentiment préconçu et irréfléchi, de soulever publiquement et officiellement, devant tout le corps diplomatique, sur une question secondaire, infime même dans la circonstance, un incident qui, en raison de la solennité de la réunion et des personnages en cause, prenait une réelle gravité et que le Maréchal ne pouvait se dispenser de relever. Aussi le fit-il et de façon magistrale dans une lettre dont le texte est reproduit plus loin.

En rendant compte de l'incident à son Gouvernement et lui communiquant sa réponse à Maximilien, le maréchal Bazaine l'explique et la justifie par les considérations sui-

vantes : « La lettre explicative que j'ai adressée à l'Empereur ne lui était pas parvenue. Mais je ne puis admettre que l'Empereur Maximilien s'immisce dans la discipline de notre armée et donne des appréciations sur ses chefs, car, presque toujours, ces appréciations proviennent d'autorités civiles qui nous sont hostiles. Et à cet égard, je dirai à Votre Excellence que l'Empereur Maximilien est très changeant dans ses appréciations sur les gens. »

Voici, du reste, la lettre adressée à Maximilien :

« Sire,

« Son Excellence le ministre de France m'a fait part des expressions de mécontentement et de blâme que Votre Majesté l'a chargé de me transmettre sur une décision prise par notre ministre de la Guerre et qui est complètement du domaine de la discipline de l'armée française.

« Leur publicité me fait un devoir de protester, car un Maréchal de France ne relève que de son Souverain, et, comme je considère ce blâme infligé devant tout le corps diplomatique comme immérité et pouvant en outre porter atteinte à la considération qui m'est due de la part de l'armée et aussi à la mission que je remplis auprès de Votre Majesté, j'ai l'honneur d'informer l'Empereur que les dites expressions seront transmises à qui de droit, en manifestant la pénible impression qu'elles ont produites sur celui qui a toujours servi Votre Majesté avec zèle et loyauté.

« J'ai l'honneur d'être de Votre Majesté le très respectueux serviteur.

« *Le Maréchal de France,*  
« BAZAINE. »

Cette réplique, si déférente, si protocolaire dans la forme, si digne dans le fond, avait grande allure. Elle relevait fièrement une haute dignité offensée, elle faisait ressortir avec un tact parfait l'incompétence des reproches formulés et en

appelait habilement du jugement téméraire et inconsidéré de l'Empereur Maximilien à la juridiction suprême et seule compétente de son unique maître, l'Empereur Napoléon.

Aussi cette démarche produisit-elle un effet salutaire sur Maximilien, qui comprit qu'il avait dépassé la mesure et sentit qu'il est dangereux pour un Souverain de se laisser emballer par les incitations venimeuses de courtisans mal intentionnés et surtout maladroits. Je ne doute pas, du reste, que l'inspirateur de cette gaffe impériale fût le Padre Fischer qui, dans l'ombre, a dû pousser l'Empereur dans cette algarade déplorable et détourner la première réponse du Maréchal, qui était de nature à arrêter le Souverain dans la voie du scandale où il l'avait poussé.

Heureusement, grâce à l'habile et sage influence du capitaine Pierron qui, de sous-chef du cabinet militaire, venait de prendre la direction du secrétariat particulier, Sa Majesté reçut le coup sans broncher et, comprenant qu'elle avait eu tort, elle ne riposta pas. Oubliant enfin, ou feignant d'oublier, elle reprit ses relations d'apparente cordialité avec le maréchal Bazaine dont l'attitude fut, du reste, pleinement approuvée par son Gouvernement.

Cette histoire devait-elle servir de leçon au monarque mexicain ? Assurément non, parce que cet infortuné Maximilien ne commettait, le plus souvent, que des impairs, et cela à propos de tout, principalement dans ses combinaisons stratégiques. C'est ainsi que, le même jour, 15 janvier, Sa Majesté écrivait au Maréchal pour appeler son attention sur la situation difficile dans laquelle se trouvait la frontière du Nord et l'engager à lui faire connaître quelles mesures il comptait prendre pour assurer la pacification de cette importante partie de l'Empire placée sous les yeux des Américains. C'était la deuxième démarche que faisait Maximilien pour le même objet et avec la même considération relative aux yeux des Américains. Cette manifestation d'amour-propre national était vraiment naïve, et imprudente était la demande de réponse qu'elle formulait. Maximilien aurait

dû comprendre que c'était précisément ce voisinage peu platonique des Américains qui rendait cette pacification fort difficile, sinon impossible, avec le concours des troupes impériales; d'autre part, il aurait dû se rendre compte du danger qui résulterait du rapprochement des forces françaises des hordes indisciplinées que comportaient les débris de l'armée des Etats-Unis, rapprochement qui risquerait chaque jour de faire naître un nouveau et très grave conflit.

A ce propos, comme les événements de Bagdad ont, dans une partie de l'opinion publique française, provoqué des reproches à notre armée pour n'avoir pu s'opposer à cet événement, que plus tard on a rejeté sur elle les malheurs de l'Empire qui allaient suivre, je dois remettre au point ces jugements non justifiés en reproduisant la réponse que fit aussitôt à l'Empereur du Mexique le maréchal Bazaine.

.....  
« Je ne fatiguerai pas la haute attention de Votre Majesté en lui rappelant tous les efforts que j'ai inutilement faits auprès de son Gouvernement pour obtenir que la division Mejia fût renforcée en temps opportun, que des autorités réellement organisatrices fussent placées à Monterey, Matamoros, etc...

« L'Empereur est suffisamment édifié à ce sujet pour que ce coup d'œil rétrospectif ne lui apprenne rien de nouveau. Je me bornerai donc à lui faire connaître les ordres que j'ai donnés au général Douay. A cet effet, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté copie de la lettre envoyée à cet officier général en date du 15 janvier dernier. »

Ce début oratoire, si net, où un grain d'ironie se trouve finement insinué, mettait les choses au point et répartissait sans appel les responsabilités.

« Lorsque toutes les troupes auront reçu les contingents qui leur arrivent de France et auront été organisées pour entrer à nouveau en campagne, mon intention est de les mettre en mouvement sur tous les points à la fois et Votre

Majesté verra que la question militaire au Mexique n'est pas celle qui doit la préoccuper le plus.

« Des troupes qui, depuis trois ans, ont parcouru sans s'arrêter des distances aussi grandes que celles qui se trouvent ici, avaient besoin de se reposer et de se réorganiser avant d'entreprendre de nouveaux travaux. Si un cavalier doit ménager sa monture pour qu'il lui soit permis d'aller plus loin, il en est de même d'un général en chef d'une armée, et l'on ne doit pas s'imaginer que des troupes puissent indéfiniment courir de droite à gauche après des bandes de guerilles qui fuient toujours, sans qu'il soit besoin de les arrêter un moment. »

Cette leçon de stratégie, si adroitement exposée à un Empereur, avait vraiment une saveur de haut goût, et Maximilien ne l'avait pas volée ! Le Maréchal la compléta encore.

« Ce devoir m'était imposé d'autant plus impérieusement que des complications sérieuses menacent d'éclater du côté des Etats-Unis et j'aurais été très coupable vis-à-vis de mon pays et au point de vue de mes obligations militaires, si, en cas de guerre, je n'avais su présenter aux Américains envahissant le territoire que les restes épuisés de mon armée.

« Telles sont, Sire, les raisons qui m'ont été imposées par la force des choses et qui ont dû me faire négliger certaines parties du territoire et conserver le *statu quo*. De même que dans un incendie, on doit faire la part du feu. »

Voilà certes une preuve nouvelle et éclatante que, quoi qu'en aient dit ses détracteurs ou ses accusateurs, le Maréchal n'a jamais caché à Maximilien la vérité.

On peut juger, d'après ces agitations intellectuelles de l'Empereur Maximilien à l'égard de la conduite des affaires militaires, combien était difficile la situation personnelle du Maréchal. Ainsi, après les événements du Rio del Norte, il avait dû prendre l'initiative de dispositions spéciales pour rapprocher de cette frontière une partie de ses troupes. La démarche de Maximilien prouve que s'il n'avait pas pris ces mesures, il se serait attiré, de sa part, les récriminations les

plus amères. Et, d'après les observations que le Maréchal lui adressa à ce sujet, on est forcé de reconnaître que celui-ci, d'une part, se préoccupait constamment de ménager ses troupes quand cela était possible, et d'autre part, avait un projet vaste et bien arrêté en vue de parer aux éventualités d'événements probables. Pourtant, malgré cette conduite absolument logique, sage et prévoyante, il accumulait sur sa tête les malédictions de certain de ses lieutenants, plus prompt à blâmer et à critiquer qu'à éclairer son jugement. C'est ainsi que le général Douay, mécontent, on ne sait pourquoi, des ordres que lui avait adressés le Maréchal, le 15 janvier, mécontent peut-être parce qu'il lui fallait recommencer à courir de tous côtés, écrivait, de San-Luis de Potosi, le 2 février, à son frère Abel Douay :

« A la suite de l'affaire de Bagdad, le Maréchal me donne l'ordre de partir pour le Nord. Je me mettrai en route dans trois ou quatre jours. Nous ne pouvons marcher qu'en petites colonnes à cause de la grande difficulté de vivre en route. Sur de longs espaces, nous sommes obligés de porter jusqu'à l'eau pour boire. J'aurai pour opérer dans un pays plus grand que la France avec ses limites naturelles (??), 4 bataillons de la Légion étrangère à 400 hommes, 3 escadrons, 12 pièces. Enfin, ma garde impériale sera composée de 500 zéphirs, ce sera le plus solide morceau de mon infanterie, car la Légion..... » Je supprime ici une philippique acerbe, cruelle, que lui inspire de façon fâcheuse son tempérament grincheux à l'égard de cette troupe, qu'il soupçonne notamment de devoir désertir en masse si on la rapproche de la frontière. Et pourtant, il ignore si on la conduira jusqu'à quelques kilomètres seulement de cette frontière. Mais il ronchonne quand même; c'est son caractère ! C'est ainsi qu'il dit inconsidérément : « Je ne sais trop ce qu'il arrivera quand ils (les légionnaires) n'auront qu'à courir quelques kilomètres pour être à l'abri (c'est-à-dire passer la frontière). Je m'en inquiète peu, parce que, en homme prévoyant, j'ai fidèlement rendu compte des faits passés au

Maréchal. J'ai signalé le danger sans commentaires, le laissant libre d'en dégager les conséquences.

« Le Maréchal est assuré (comment le sait-il ?), et je crois cela sans peine, que le Gouvernement américain ne fera pas d'invasion. C'est en considération de cette assurance qu'il me fait marcher pour repousser au delà du Rio Bravo les bandes de flibustiers qui viennent en aide aux dissidents. Je n'ai pas non plus de peine à croire que ces gaillards-là se retireront dans le Texas. Nous ferons, sans aucun doute, une partie de barres, là comme partout ailleurs, et, bien entendu, le jour où nous tournerons le dos, ils reviendront. Tire-toi de là ! » Quelle insolente ironie !

« Le Maréchal persiste, bien entendu, à conduire de sa chaise, à Mexico, la moindre évolution du moindre détachement. Je te laisse à penser ce que produit un système aussi insensé. »

Cette lettre démontre surabondamment l'état d'esprit du général et il est déplorable qu'un homme de son âge, de son expérience, perde la tête à ce point d'écrire de pareilles récriminations impertinentes à l'égard de son chef, alors qu'il n'a aucune donnée précise pour asseoir son jugement.

Dix jours plus tard, le 15 février, il écrit encore au frère Abel : « L'aveuglement du Maréchal qui veut diriger jusqu'au plus petit mouvement de troupes porte ses fruits; nous ne faisons, en vérité, que des choses insensées... Son Excellence se carre dans ses vastes projets qui sont le sublime de l'absurde. » Quelle incohérence ! Ce pauvre général avait bien raison de dire, dans sa précédente diatribe, que son cerveau était plus malade que son corps. C'est un de ces hommes malheureux qui n'ont jamais eu la belle humeur pour fortune. Il est pénible de voir qu'un grand chef ait pu se dévoyer ainsi; que ses jérémiades sans fondement, ses récriminations indisciplinées aient pu, par l'intermédiaire dudit frère Abel, jeter le trouble dans les esprits des plus hautes personnalités gouvernementales et même aux Tuileries où on les a trouvées depuis. Et voilà comment on enfante une légende !

Cependant, de quelque côté qu'on portât son attention, on découvrait des symptômes funestes et décourageants, des intrigues de toutes sortes qui, à tous les points de vue, compliquaient encore la situation.

C'est ainsi que, dans un fait politique d'apparence étrangère à la question mexicaine, on vit surgir une intrigue sérieuse qui devait augmenter les inquiétudes.

On apprit, en effet, dès le commencement de février, que M. Seward, secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, était en croisière dans les eaux du Mexique et des Antilles et qu'il s'était arrêté à Saint-Thomas, sous le prétexte de négociations entamées pour l'achat de cette île au Danemark. La vérité était que cet homme d'Etat avait été conférer avec Santa-Anna, auquel il aurait déclaré que les Etats-Unis ne reconnaîtraient jamais l'Empire de Maximilien, car le sentiment américain était résolu à observer la doctrine Monroë, cette tête de Méduse que les Américains promenaient alors dans le nouveau monde et faisaient grimacer vers l'ancien.

De cette entrevue on concluait que les Américains étaient disposés à considérer Santa-Anna comme devant représenter le parti mexicain hostile à l'Empire. Mais comment concilier cette hypothèse avec la nomination récente d'un représentant diplomatique auprès de Juarez et la souscription d'un emprunt pour soutenir la cause de celui-ci ? Tout cela était quelque peu incohérent. Il est vrai qu'on prétendait aussi que Juarez et Ortega, n'étant pas fixés sur les résultats de la lutte qu'ils étaient décidés à continuer, seraient sans doute disposés à se rallier à la solution Santa-Anna. Tout cela était un gâchis plus ou moins machiavélique, mais en tout cas un gâchis inquiétant.

Ainsi qu'il l'avait promis au Maréchal, en partant pour Cuernavaca, l'Empereur revint à Mexico le 5 février pour y expédier quelques affaires courantes. C'est ainsi qu'il se décida à signer, sur la demande expresse de M. Langlais, un décret prescrivant la réorganisation de l'administration des douanes et la plaçant absolument sous l'action des agents

français et la direction de M. Langlais. C'était déjà un commencement de protectorat.

L'Empereur commençait à paraître écoeuré de la misère noire dans laquelle se trouvait son Gouvernement et lui-même, et à désirer sortir de cette situation humiliante mais surtout incommode. Il avait hâte de voir enfin M. Langlais prendre la direction suprême des affaires financières, ce qui aurait lieu effectivement dès que le budget préparé par ses soins pour l'année 1866 serait accepté, voté et surtout équilibré. En attendant cet heureux moment, le résultat le plus clair de toutes ces lenteurs était qu'il nous fallait encore fournir de l'argent. Mais enfin c'était déjà pour nous une consolation que d'apercevoir enfin la « terre promise ».

D'autre part, certains indices semblaient accuser dans l'esprit du Souverain, jusqu'alors si opiniâtre à résister à la salutaire influence des Français, une tendance à un rapprochement et à la confiance que son intérêt le plus absolu commandait d'accorder à notre concours dévoué. Il ne nous parut pas douteux alors que cette heureuse disposition naissante devait être l'œuvre de notre distingué camarade, le capitaine Pierron, dont l'Empereur avait eu la judicieuse inspiration de faire son secrétaire particulier et dont l'action habile paralysait, quoiqu'insuffisamment cependant, l'influence désastreuse de la camarilla impériale et surtout celle occulte, ténébreuse, mystique, insaisissable de l'abominable Padre Fischer.

Pierron atténuait, autant qu'il le pouvait, par sa franchise et sa loyauté, cette obstruction dangereuse faite autour des Souverains, qui arrêtaient au passage, même les communications du Maréchal Bazaine, pour soustraire l'Empereur à son influence.

Vers cette époque, fin de février, où l'on était toujours sous le coup impressionnant des événements de Bagdad, où l'émotion qu'ils causèrent était toujours entretenue par l'attitude irréductible du Gouvernement de Washington, les esprits envisageaient un conflit comme inévitable. Ce senti-

ment était éprouvé partout, sur le continent américain; aussi, on se préparait à cette grave éventualité d'une lutte entre la France et les Etats-Unis.

Cet état des esprits se révéla au Maréchal d'une façon toute particulière, par une démarche caractéristique et très honorable pour son auteur. Elle émut et flatta notre amour-propre national, car elle prouvait que, si loin que la France porte son drapeau, elle trouve toujours, dans ses moments de crise où le danger menace, des Français chez lesquels l'ardeur patriotique n'a jamais pu s'éteindre et qui accourent lui apportant le concours spontané et généreux de leur dévouement, de leur audace et de leur esprit de sacrifice.

C'est ainsi que nous vîmes réapparaître, au quartier général, le vieux loup de mer dont j'ai déjà fait connaître la pittoresque personnalité. C'était Salar, cet ancien officier de la marine française, puis de celle du Mexique, devenu le roi des flibustiers et de tous les gens de mer côtiers de l'immense rivage des Amériques dans le Pacifique. Cet entreprenant et hardi aventurier des nobles causes avait déjà fait ses offres de services au général en chef et lui avait procuré, en maintes circonstances délicates, les informations les plus précieuses sur les territoires mexicains du littoral occidental, notamment la Sonora. Salar voyant venir avec les Etats-Unis le conflit qu'il n'avait cessé de considérer comme inévitable, accourut en vieux Français toujours fidèle à son pays, offrir à la France sa hache d'abordage de marin intrépide. Il tint au Maréchal à peu près ce langage :

« Donnez-moi une lettre de course et je me rends aussitôt dans quelque port du Pacifique où je me tiendrai prêt à tous les événements. Aussitôt accomplie la rupture avec les Etats-Unis, je prends la mer avec 40 ou 50 barques de flibustiers bien montées et vais me poster en observation sur la route que suivent les paquebots faisant régulièrement le service de San-Francisco et la côte jusqu'à Panama et au delà. Ils suivent toujours la même voie maritime et sont constamment chargés de plusieurs millions de dollars à frêt. J'en

aborde un et, enfermant l'équipage et les passagers dans les cales, j'arme le navire avec mes hommes, je me porte rapidement sur un point de la côte où j'embarque quelques centaines de flibustiers bien armés et je mets le cap sur San-Francisco où j'entre par surprise. Il n'y a dans cette grande ville aucune force militaire. Je lance à terre mes hommes de combat qui terrorisent la population. Je prélève une imposition de guerre de 20 ou 30 millions de dollars et je reprends la mer pour apporter ces millions dans la caisse du trésor du corps expéditionnaire français. Puis, je continue la guerre de course, affolant la navigation et semant la ruine dans toute la marine de commerce américaine. »

J'ai ignoré ce que conclut secrètement le Maréchal, mais ce que j'ai vu c'est que Salar reprit, content et plein d'espoir, le chemin qui conduisait au Pacifique. Ce nouveau Jean Bart aurait tenu parole.

Salar attendit, hélas ! pendant longtemps, et je ne le revis plus au Mexique. Mais, cinq ans plus tard, en 1871, dînant un soir dans le jardin qui, alors à Paris, faisait un des charmes du restaurant Champeaux, sur la place de la Bourse, j'aperçus à une table voisine le visage caractéristique d'un type vécu dans le lointain des années ; je compris Salar et le fixai pour attirer son regard. Il me reconnut à son tour et vint à moi. Ce me fut une grande joie de causer longuement avec cette autre épave de la cause française au Mexique, et c'est avec émotion que Salar me rappela ce qu'il aurait pu faire pour cette France qu'il venait de retrouver meurtrie, mutilée, et m'exprima un profond regret qu'elle eût reculé devant les Etats-Unis, car les malheurs du moment ne se seraient sans doute pas produits. Le prestige qu'elle aurait acquis par une autre fin de l'affaire mexicaine aurait fait dévier les événements survenus en Europe.

## CHAPITRE IV

### RAPPEL DES TROUPES

---

Déclaration de Napoléon III du 15 janvier 1866. — Envoi du baron Saillard auprès de Maximilien. — Mort subite de M. Langlais. — Incident des scellés. — Suspensions de criminalité. — Affaire des bons Jecker. — Le Maréchal mis en cause calomnieusement. — Vraies responsabilités. — Justification du Maréchal. — Changement de ministère. — Diminution des employés et de leur traitement. — Situation intérieure compromise. — Incidents fâcheux. — Attentat contre la mission belge. — Mission du baron Saillard — Discours du trône de Napoléon III. — Campagne diplomatique déplorable avec les Etats-Unis.

Si les préoccupations étaient grandes au Mexique, l'inquiétude à Paris n'était pas moindre. Nos politiciens, l'Empereur même, paraissaient reconnaître, depuis quelque temps, qu'il n'y avait rien à tirer de Maximilien, incapable de jouer un rôle, pas même celui qui lui incombait personnellement et que la réalisation des projets du début et des combinaisons successives qui devaient le mener au résultat final, c'est-à-dire le protectorat, ne semblait plus possible. Alors ils cherchaient quelque moyen de pouvoir se retirer de la façon la moins désastreuse. Il fallait au moins s'efforcer d'obtenir la reconnaissance de l'Empire mexicain par sa grande voisine, la République américaine. Malheureusement, on s'acharna trop longtemps à la poursuite de cette reconnaissance et on ne vit pas, assez tôt, que toutes les démarches, toutes les concessions qu'on pourrait faire dans ce but, n'auraient pour effet, au contraire, que de rendre le Gouvernement de Washington plus intransigeant.

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1865 on commit la faute